Estima Jorge c. Portugal - 24550/94

Arrêt 21.4.1998

Article 6

Procédure civile

Article 6-1

Délai raisonnable

Durée d'une procédure d'exécution: *violation*

[Ce sommaire est tiré du recueil officiel de la Cour (série A ou Recueil des arrêts et décisions) ; par conséquent, il peut présenter des différences de format et de structure par rapport aux sommaires de la Note d'information sur la jurisprudence de la Cour.]

I. ARTICLE 6 § 1 DE LA CONVENTION

A. Applicabilité de l'article 6 § 1

Rappel de la jurisprudence.

La procédure litigieuse ne porte pas sur un jugement, mais sur un acte notarié garantissant une créance déterminée – quelle que soit la nature du titre exécutoire, jugement ou acte notarié, la loi portugaise en confie l'exécution, selon une procédure identique, aux tribunaux judiciaires – cette procédure a été déterminante pour la réalisation effective du droit de la requérante.

Conclusion : applicabilité (unanimité).

B. Observation de l'article 6 § 1

1. Période à considérer

Point de départ : saisine du tribunal de Lisbonne.

Terme : versement d'une certaine somme à la requérante.

Résultat : treize ans.

2. Caractère raisonnable de la durée de la procédure

Plusieurs retards sont imputables aux autorités compétentes – surtout, au vu des circonstances de la cause qui commandent une évaluation globale, un laps de temps de treize ans pour obtenir une décision définitive sur une demande fondée sur un titre exécutoire ne peut passer pour raisonnable.

Conclusion : violation (unanimité).

II. ARTICLE 50 DE LA CONVENTION

A. Dommage

Préjudice matériel : indemnité fixée en équité (sept voix contre deux).

Tort moral : demande accueillie (unanimité).

B. Frais et dépens : remboursement en équité (unanimité.

Conclusion : Etat défendeur tenu de verser certaines sommes.

© Conseil de l'Europe/Cour européenne des droits de l'homme
Rédigé par le greffe, ce résumé ne lie pas la Cour.

Cliquez ici pour accéder aux [Notes d'information sur la jurisprudence](#)